

ASSURANCES DE PERSONNES

La situation devrait s'améliorer mais...

*La situation de l'assurance de personnes devrait s'améliorer d'ici quelques semaines, dans la mesure où des filiales spécialisées sont en voie d'être opérationnelles. Mais des incertitudes et des contraintes demeurent, cependant.*

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Jeudi dernier, le président de l'Union des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Amara Latrous, et le secrétaire permanent du Conseil national des assurances (CNA), Abdelhakim Benbouabdallah, ont animé une conférence de pres-

se pour apporter des «précisions» concernant la situation actuelle de l'assurance des personnes.

Selon les représentants de la communauté assurantielle, la séparation légale des assurances de personnes (vie) et des assurances de dommages aux biens, imposée par la loi 06-04 du 20 février 2006 relative aux assurances, est effective depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2011.

Trois nouvelles compagnies autorisées

Ainsi, les compagnies qui n'ont pas créé des filiales dédiées à l'assurance-vie à cette date ne peuvent plus commercialiser des produits d'assurances de personnes dont l'assurance-voyage.

Néanmoins, trois nouvelles compagnies (la société d'assurance de prévoyance et santé, SAPS, la société Caarama Assurance et Taamine Life Algérie TALA), filiales des sociétés publiques SAA, CAAR et CAAT et récemment agréées, sont autorisées à commercialiser ces produits.

En attendant de constituer leurs réseaux propres, ces nouvelles compagnies peuvent utiliser les 500 agences directes de leur maison mère mais seulement jusqu'en décembre 2012.

De même, ces nouvelles compagnies peuvent recourir aux intermédiaires privés, contre cependant un paiement d'une caution de 500 000 dinars dont l'allègement est néanmoins souhaité.

**Le secteur privé concerné**  
Limitées désormais à l'assurance dommage, les autres compa-

gnies ne sont autorisées qu'à gérer l'actuel portefeuille d'assurance-vie jusqu'à expiration des contrats ou à le céder.

De même, les intermédiaires privés qui n'ont pas conclu des conventions d'agrément avalisées par la commission de supervision des assurances auprès du ministère des Finances ne peuvent prester ce type d'assurances.

Les compagnies privées sont dans ce cas, hormis le cas spécifique de Cardif El Djazaïr (filiale de BNP Paribas). Et cela même si la filiale de la Compagnie internationale d'assurance et de réassurance (CIAR), Macir vie, déjà lancée. Devant bénéficier d'un réseau de 200 agences, Macir vie attend d'obtenir l'aval de la commission de supervision des assurances pour la convention de distribution. C'est le cas également de Trust Life, filiale de Trust Algérie.

Le marché est «en train de bouger»

Certes, le président de l'UAR reconnaît que les assureurs n'ont pas été tous au rendez-vous, au jour fixé pour la séparation (1<sup>er</sup> juillet 2011). Voire que la communauté a «dormi sur ses lauriers», dira-t-il. «Il y a (toutefois) des compagnies en train de monter leurs filiales (ou) attendent l'agrément de distribution», affirme Amara Latrous selon lequel «le marché est en train de bouger», conformément aux souhaits des pouvoirs publics. Voire, la situation devrait s'améliorer d'ici quelques semaines, à la satisfaction des citoyens concernés, laissent-ils entendre.

La situation reste cependant incertaine

Pour autant, le développement du segment assurances de personnes, parent pauvre du marché dont il ne représente actuellement que 10%, reste incertain.

Ce segment pourrait peser potentiellement 4 à 5 milliards de dollars par an, selon le P-dg de la compagnie privée algérienne des assurances 2A, Tahar Bala, si les conditions de son développement étaient réunies. Ce qui n'est pas évident en ce sens que l'exigence d'un capital minimum de 1 milliard de dinars pour la création d'une société d'assurance de personnes reste contraignante, encourageant les assureurs notamment privés à ne pas être au rendez-vous, à avantage de «passivité».

Comme se pose la contrainte du respect de l'obligation du 51/49 pour les projets de partenariat. Et d'autant que le développement de l'épargne publique, de la capitalisation et moins de dépendance à l'Etat généreux, escomptés par les pouvoirs publics, risquent cependant de n'être que des vœux pieux.

C. B.

AVEC UN CAPITAL DE 600 MILLIONS DE DINARS La CNMA crée sa filiale d'assurance de personnes

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) crée sa filiale d'assurance de personnes le Mutualiste. Selon les résolutions de l'assemblée générale constitutive, tenue le 28 juin 2006, la nouvelle société est dotée d'un capital de 600 millions de dinars et devrait compter 142 000 sociétés adhérentes. Cette société est basée au 47, rue Larbi Ben M'hidi et son conseil d'administration et directeur général ont été désignés lors de la même AG.

C. B.

LE SECTEUR ASSURANTIEL EN BAISSSE AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2011

Les retards du programme quinquennal en cause

Le secteur des assurances a réalisé, durant le premier trimestre 2011, un chiffre d'affaires direct de 24,1 milliards de dinars, en baisse de 2,1% par rapport à la même période de 2010.

Ainsi, les assurances de dommages aux biens et de responsabilité qui représentent 91% du marché régressent de 2,5%.

A contrario, les assurances de personnes évoluent de 3% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre. Par branches, ce sont les assurances IARD (incendie, accidents et risques divers) et transports qui enregistrent de fortes baisses (-13,7% et -27,4% respectivement).

Selon le secrétaire permanent du Conseil national

des assurances (CNA), Abdelhakim Benbouabdallah, cette régression s'explique par le report ou l'annulation d'un certain nombre de grands contrats.

En d'autres termes, les projets liés au programme quinquennal de développement infrastructurel et d'équipements publics accusent des retards qui se répercutent sur le niveau de couverture assurantielle.

Et dans la mesure où «les risques qui étaient assurés ne sont plus encore assurables», dira le président de l'Union des sociétés d'assurance et de réassurances (UAR), Amara Latrous. Toutefois, l'on escompte une amélioration de la production durant le second trimestre 2011.

C. B.

UNE ACTION EN JUSTICE EST ENVISAGÉE

Le champ des fréquences algériennes brouillé par l'Espagne

*Estimant que les éléments prouvant le brouillage du champ des fréquences algériennes par l'Espagne sont réunis, l'Agence nationale des fréquences envisage prochainement le recours à une action en justice. Il s'agit, en effet, de la première plainte du genre de l'histoire de l'Algérie indépendante.*

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Ce n'est pas la première fois que les fréquences algériennes sont perturbées par des pays voisins, mais l'Algérie n'avait pas jusque-là le matériel adéquat pour évaluer ce genre de dépassement.

«Nous disposons actuellement du matériel nécessaire pour définir l'auteur et la nature du brouillage. Nous procèderons bientôt au dépôt de la première plainte du genre contre

l'Espagne pour brouillage de nos fréquences, enregistré au niveau des côtes de l'ouet du pays», a annoncé hier le DG de l'Agence nationale des fréquences, Chérif Djediaï, à l'occasion de la deuxième réunion préparatoire régionale du groupe Afrique, pour la conférence mondiale des radiocommunications (Genève), qui se tiendra à Alger du 11 au 14 juillet prochains. Ce dernier n'a toutefois pas nié que l'Algérie a déjà fait l'objet de plaintes pour les mêmes raisons.

Par ailleurs, cette rencontre préparatoire initiée par l'Algérie et qui comptera 34 pays africains au minimum, vise à réunir le plus de consensus possible autour des 25 points qui seront abordés lors de la rencontre mondiale de Genève prévue entre le 25 janvier et le 17 février 2012.

Etant donné que les décisions qui seront prises lors de cette rencontre mondiale sont

décisives pour au moins les quatre années à venir et compte tenu des enjeux politiques et économiques qu'impose le domaine des fréquences, l'Afrique qui représente 27 % des voix doit s'unir autour d'une vision collective pour faire le poids devant l'Amérique et l'Europe en particulier.

Des partenaires, des organisations mondiales et des pays observateurs seront également présents lors de ce rendez-vous décisif. Les points les plus importants qui seront abordés à Alger se résument entre les affaires liées aux services maritimes et aériens, l'usage approprié et réglementaire des fréquences ainsi que la radio communication fixe et mobile et les services satellitaires. Le système d'aéro-communication, l'usage de la 3G, la 4G et les puces à courte portée, entre autres, seront également abordés.

M. M.

LE MINISTRE ANGOLAIS DU PÉTROLE À ORAN

L'expérience algérienne du GNL intéresse son pays

*Le ministre du Pétrole de l'Angola M. José Bothelo de Vasconcelos, se trouvait à Oran hier en compagnie du ministre algérien de l'Energie M. Yousfi, et ce, afin de visiter les installations de GNL se trouvant dans la zone pétrochimique d'Arzew.*

L'Angola qui a des relations anciennes en matière de coopération dans le secteur pétrolier a manifesté un intérêt important pour l'expérience algérienne dans le domaine du GNL. C'est ce qui a été expliqué par le ministre angolais hier à Oran

au moment où son pays s'engage dans le développement des segments du GNL et de la raffinerie.

«L'Algérie est un pays qui est présent dans tous les segments du pétrole notamment la liquéfaction et la raffinerie que nous allons prochainement développer chez nous.»

De nombreux protocoles d'accords et autres conventions lient déjà les deux grandes compagnies pétrolières de l'Algérie et de l'Angola, entre autre dans le secteur de la formation.

Le renforcement de la coopération comme souhaité par les deux ministres pourrait déboucher sur des projets plus complexes de coopération. Pour sa part, le ministre de l'Energie qui venait ainsi pour la pre-

mière fois en visite officielle à Oran refusera de répondre aux questions sur la gestion de son département, arguant que cela n'entraîne pas dans le cadre de sa visite.

Sur un autre plan, nous avons appris que l'Algérie va se positionner pour organiser le prochain congrès mondial de l'énergie prévu en 2016.

Ce sera le CCO de la ville d'Oran qui pourrait abriter ce rendez-vous si l'Algérie est bien sûr désignée.

F. M.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Djezzy compte rester le leader du marché

L'opérateur de téléphonie mobile Djezzy compte rester dans tous les cas le leader du marché algérien. C'est ce que le directeur général d'Orascom Telecom Algérie (OTA), Tamer El Mehdi, a assuré, mercredi dernier à l'occasion du lancement d'un nouveau spot publicitaire «La vie vous appelle».

Selon son manager, Djezzy entend continuer à offrir à ses 15 millions d'abonnés des prestations et des offres nouvelles et innovantes.

Réalisé en Algérie et par une équipe algérienne, ce spot publicitaire, d'une minute environ et diffusé depuis mercredi soir sur les trois chaînes de la télévision nationale, s'inscrit justement dans cette démarche, selon le DG d'OTA.

C. B.